

Le 5 décembre, 2008

Messieurs les chefs du Bloc québécois, du Parti libéral du Canada et du Nouveau Parti Démocratique,

Au nom de nos membres, nous voulons profiter de cette occasion pour féliciter vos partis politiques et vous remercier d'avoir mis de côté vos divergences afin de travailler à régler la crise économique en cours pour le mieux-être des enfants, des familles et des collectivités du Canada. Manifestement, l'actuel gouvernement minoritaire a perdu la confiance de la Chambre en ne s'attaquant pas aux besoins pressants de notre économie.

Vos partis ont tous manifesté leur appui pour l'instauration d'un système universellement accessible de services de garde abordables au pays. En ce sens, nous soutenons votre démarche et croyons que votre coalition est la meilleure façon de mettre de l'avant une politique progressiste en matière de garde à l'enfance.

Nous reconnaissons le rôle phare du Québec au chapitre des services de garde, mais à l'extérieur du Québec, une forte majorité de Canadiennes et de Canadiens estime que la pénurie de services de garde abordables est un problème sérieux et que le gouvernement a un rôle à jouer pour aider les parents à répondre à leurs besoins en matière de garde d'enfants.¹

Nous sommes d'accord avec la nécessité d'investir dans le développement économique durable en cette période d'incertitude. Or, investir dans les services de garde est une mesure en ce sens, comme le met en lumière l'accord signé par vos trois partis.

La présence de services éducatifs et de garde à l'enfance dans une collectivité a pour effet d'y générer de l'activité économique soutenue. En effet, les services de garde créent de l'emploi et, puisqu'ils reposent sur une main-d'œuvre intensive, la majorité de l'argent qu'on y consacre est dépensé localement et investi dans les personnes. Des recherches canadiennes révèlent que pour chaque dollar dépensé au Manitoba en service de garde, 1,58 \$ retourne dans la collectivité locale. De nombreuses études étatsuniennes font le même constat, démontrant ainsi que les services de garde sont à la fois un moteur économique et un investissement social valable.

Nous osons espérer que si un gouvernement de coalition est institué, vous lancerez le processus et investirez dans le système pancanadien de services de garde à l'enfance dont ont tellement besoin les parents.

Veuillez recevoir l'expression de nos sentiments respectueux,



Jody Dallaire, présidente, Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance
Susan Harney, présidente, Coalition of Child Care Advocates of BC
Cheryl Degras et Tracey Saarikowski, co-présidentes, Ontario Coalition for Better Child Care
Laudia LeBlanc, Coalition des services de garde à l'enfance du Nouveau-Brunswick

¹ Résultats d'un sondage Environics :
http://www.garderiespubliques.ca/updir/buildchildcare/EnvironicsReport_Atitudes_%E0%92%E9gard_des_SG.pdf